



Groupe européen dédié au développement durable

Société Anonyme au capital de 14 523 296,40 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2011

Régénération
d'huiles usagées



Traitement de
pneus usagés



Recyclage et affinage
d'aluminium



Recyclage et affinage
de cuivre



Recyclage de PVC et de plastiques complexes



Eurolist Compartiment C - Code ISIN FR 0000039232 - Mnémonique AURE - Indices CAC All-Tradable® et CAC Small®

www.aurea-france.com

AURE
LISTED
NYSE
EURONEXT



Rapport Financier Semestriel au 30/06/2011

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes Page 3

1.1. Responsable du document de référence et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 3

2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30/06/2011 Page 4

2.1. Présentation du groupe AUREA	Page 4
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2011	Page 4
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2011	Page 5
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2011	Page 6
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2011	Page 6
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 7
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 7

Comptes consolidés au 30 juin 2011 Page 11

Bilan simplifié actif et passif	Page 12
Compte de résultat	Page 13
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 14
Tableau des flux de trésorerie	Page 15
Variation des capitaux propres	Page 16
Annexe aux comptes consolidés	Page 17
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2011	Page 29

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30/06/2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice".

Joël PICARD
Président Directeur Général
Paris, le 31/08/2011

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

- **Le Cabinet Gilles HUBERT** – 82, rue de Rigny – 94360 Bry sur Marne, représenté par Monsieur Guilhem PRINCÉ, renouvelé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.
- **Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit** - 10, rue Ernest Psichari - 75007 Paris, représenté par Monsieur Sébastien INDUNI, nommé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

- **La société AUDITEC** – 104, rue Réaumur – 75002 Paris, renouvelée le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014
- **Le Cabinet FGH Audit** - 8, rue Dupleix - 75008 Paris, nommé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD
Président Directeur Général
AUREA
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
Téléphone : 01 53 83 85 45
E-mail : aurea-france@fr.oleane.com
www.aurea-france.com

Chapitre 2

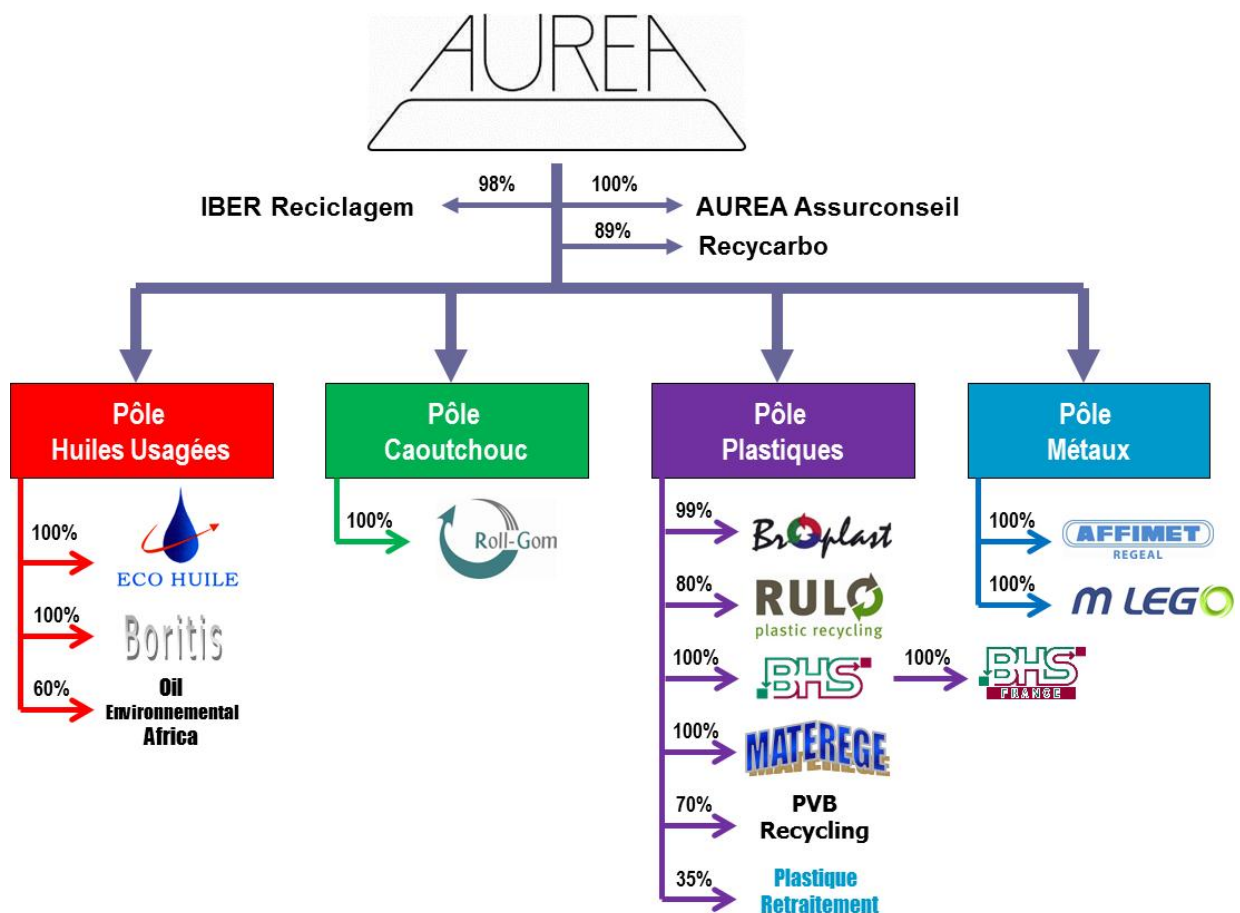
Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30/06/2011

2.1. Présentation du groupe AUREA

AUREA est une société holding, pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable :

- n°1 en Europe de la régénération des huiles noires moteur,
- n°1 en Europe pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés,
- n°1 en Europe dans le recyclage du PVC rigide,
- Recycleur de plastiques complexes,
- Recycleur et affineur d'aluminium,
- Recycleur et affineur de cuivre.

2.2. Organigramme juridique au 30/06/2011



2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2011

2.3.1. Activité

<i>CA consolidé en K€</i>	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2009
1 ^{er} trimestre	44 423	26 033	10 638
2 ^{ème} trimestre	41 684	34 246	13 929
Total CA consolidé au 30 juin	86 107	60 279	24 567

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2011 s'est élevé à 86,1 M€, en hausse de 43% par rapport à l'an dernier :

- Le pôle métaux a connu une bonne activité, soutenue par le cuivre,
- La régénération des huiles usagées a répondu à une forte demande en début d'exercice, mais a pâti d'un incident technique ayant réduit les ventes au deuxième trimestre, sans que l'approvisionnement total de l'année en huiles usagées en soit affecté,
- Le secteur PVC a confirmé le redressement constaté au 1^{er} trimestre, alors que celui des plastiques complexes continue de se développer autour de ses unités de recyclage installées chez ses clients,
- Le recyclage de pneus a poursuivi tout au long du semestre son activité suivant un rythme soutenu.

2.3.2. Résultats

<i>Normes IFRS - en K€</i>	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2009
Chiffre d'affaires consolidé	86 107	60 280	24 567
Résultat opérationnel courant	4 393	4 735	577
Résultat opérationnel	7 901	4 513	354
Résultat avant impôt	7 103	3 922	-115
Résultat net part du groupe	5 942	2 322	-205

Le résultat opérationnel courant a été pénalisé par un incident technique ayant réduit l'activité de régénération d'huiles usagées et un report sur le 2nd semestre des ventes de gazole chez ECO HUILE. Il ressort à 4,4 M€, en baisse de -7%.

Le résultat opérationnel a bénéficié de l'écart d'acquisition lié à la première consolidation de la société M LEGO et atteint 7,9 M€, en hausse de 75%. Tous les pôles contribuent positivement au résultat opérationnel :

- Le redressement rapide de l'activité cuivre a permis de générer dès le premier semestre 2011 un apport positif au bénéfice global du pôle métaux,
- La régénération d'huiles a participé favorablement au résultat, malgré l'arrêt non prévu (et sans que l'approvisionnement total de l'année en huiles usagées en soit affecté) et le report des ventes de gazole,
- Le secteur PVC du pôle plastiques a confirmé son redressement après deux années difficiles,
- Le recyclage de pneus a continué à générer un bon niveau de résultat, en ligne avec l'année précédente.

Enfin le résultat net consolidé s'élève à 5,9 M€, en hausse de 156%.

2.3.3. Informations proforma avec M LEGO consolidée depuis le 1^{er} janvier 2011

A titre informatif, si la société M LEGO, acquise le 21 janvier 2011, avait été consolidée depuis le 1^{er} janvier 2011, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 1^{er} semestre 2011 se serait élevé à 88,1 M€, le résultat courant à 4,6 M€ et le résultat net consolidé part du groupe aurait été de 6,1 M€.

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2011

- AUREA a acquis sur ses fonds propres, le 21 janvier 2011, 99% du capital de la société M LEGO, spécialiste du recyclage du cuivre et producteur d'alliages cuivreux, située à la Ferté Bernard (72) et employant 100 personnes. La société a traité environ 6 000 tonnes et réalisé 35 M€ de chiffre d'affaires sur l'exercice 2010.



M LEGO fabrique et commercialise des alliages de cuivre vendus sous forme de barres, méplats et profilés, destinés à l'automobile, à l'électronique, à la connectique, au ferroviaire, à l'armement, au soudage, à la construction navale...M LEGO détient une place prépondérante sur le marché français, grâce à la haute qualité de ses alliages. En effet, la qualité de ces alliages permet de répondre à toutes les exigences des clients : résistance mécanique, résistance à la corrosion, usinabilité, conductivité électrique et thermique... AUREA prévoit 2 M€ d'investissements sur le site de la Ferté Bernard : programme de modernisation pour améliorer la productivité et la qualité, augmentation de la capacité de production sur certains produits.

- La société MATEREGE a suspendu ses activités de recyclage de PVC début 2011.
- La société RECYCARBO a été placée en redressement judiciaire au mois de mars 2011.
- Au Portugal, la société IBER Recyclagem, filiale à 98% d'AUREA spécialisée dans la collecte de déchets (D3E et huiles usagées), a été immatriculée début 2011 et a réalisé les investissements qui lui permettront de débiter son activité début septembre.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2011

Après un début d'année 2011 confirmant le bon niveau d'activité enregistré fin 2010, les perspectives du deuxième semestre 2011 sont rendues floues par les incertitudes liées à la situation économique-politique européenne et internationale et les tensions sur certaines matières premières.



Cette situation reste toutefois propice à des opérations de croissance externe. AUREA continue sa politique d'acquisitions et pense en effet pouvoir conclure dans les mois à venir de nouvelles prises de participation à des conditions favorables, dans le but d'accroître sa couverture sectorielle en matière de retraitement/régénération de déchets et son expansion géographique en Europe.

Ainsi, Le Groupe AUREA a acquis le 1^{er} juillet 2011, par décision du Tribunal de Commerce de Beauvais, les actifs mobiliers et immobiliers de la société ECKA POUDMET pour un montant d'environ 0,5 M€ et ses stocks non gagés pour environ 0,4 M€. Cette société, spécialiste du recyclage du cuivre et producteur d'alliages, située à Sénécourt (60) et employant 47 personnes était en dépôt de bilan depuis janvier 2011. Seule en France dans sa spécialité, la société a traité environ 3 600 tonnes de cuivre sur 2010. Elle dispose d'un outil récent et crée des alliages poudreux, qui sont ensuite fondus pour réaliser des pièces complexes.

L'acquisition s'est faite sur les fonds propres d'AUREA. La société bénéficiera de l'expérience d'AUREA et des synergies avec les autres branches du Groupe et plus particulièrement M LEGO. Le groupe AUREA anticipe environ 1,5 M€ d'investissements sur le site de Sénécourt d'ici fin 2012.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2011 sont de même nature que ceux décrits en pages 48 et suivantes dans le document de référence 2010, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 juin 2011 sous le numéro D.11-0542 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

Ainsi, le groupe constate une normalisation de ses activités mais conserve toutefois une visibilité limitée. Dans l'ensemble de ses secteurs d'activité, AUREA a constaté l'arrêt de l'activité de nombreux concurrents après la crise de 2008/2009, ce qui libérera des parts de marché quand la reprise sera effective. Tant que les problèmes de crédit et de spéculation sur les matières premières ne seront pas revenus à une phase plus raisonnée, toute reprise restera toutefois fragile.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées au 30/06/2011 et part du capital détenue par AUREA

Société	% de capital détenu
AUREA Assurconseil	100%
BHS (Allemagne)	100%
BHS France	100%
BORITIS	100%
BROPLAST	99%
Compagnie Française ECO HUILE	100%
IBER Recyclagem (Portugal)	98%
MATEREGE	100%
M LEGO	100%
OIL ENVIRONNEMENTAL AFRICA	60%
PVB RECYCLING	70%
RECYCARBO	89%
REGAL	100%
ROLL GOM	100%
RULO NV (Belgique)	80%

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans la société AUREA.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2011

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous précisons que les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- **Joël PICARD**, demeurant 65 Avenue Louise à Bruxelles – 1050 Belgique, né le 17 septembre 1944 à Morzine (74) détient 2 036 471 actions AUREA, soit 16,8% du capital et 23,3% des droits de vote.
- **La société FINANCIERE 97**, dont le siège social est 3 Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, ayant pour numéro unique d'identification 384 723 921 RCS Paris, détient 3 775 766 actions, soit 31,2% du capital et 43,7% des droits de vote. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.

Par ailleurs, Messieurs Antoine DIESBECQ, Bernard GALLOIS, René RIPER et FINANCIERE 97, administrateurs de la société, détiennent au moins le nombre d'actions minimum pour être administrateur, à savoir 25 actions.

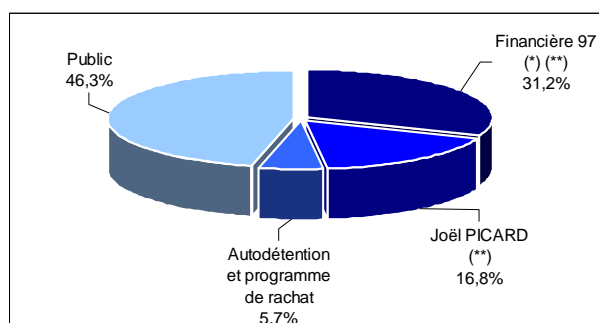
2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2011

Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2011

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
FINANCIERE 97	3 775 766	31,2%	7 521 532	43,7%
Joël PICARD	2 036 471	16,8%	4 013 708	23,3%
Sous-total FINANCIERE 97 + Joël PICARD	5 812 237	48,0%	11 535 240	67,0%
René RIPER	115 811	1,0%	115 811	0,7%
Antoine DIESBECQ	655	0,0%	655	0,0%
Bernard GALLOIS	253	0,0%	253	0,0%
Total Administrateurs	5 928 956	49,0%	11 651 959	67,7%
Auto-détention et programme de rachat (*)	685 623	5,7%	-	-
Public	5 488 168	45,3%	5 563 908	32,3%
TOTAL	12 102 747	100,0%	17 215 867	100,0%

(*) Déduction faite des actions remises lors de la conversion de 722 océanes depuis le début de l'exercice

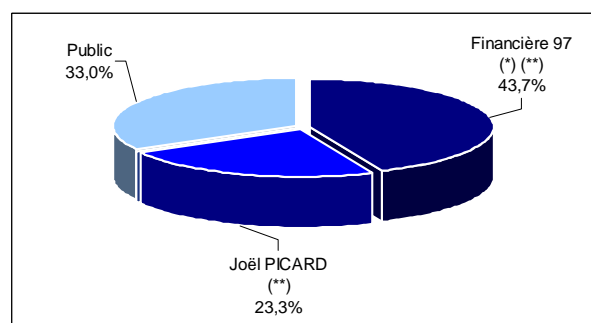
Répartition du capital au 30/06/2011



(*) Contrôlée par Joël PICARD

(**) Droits de vote doubles

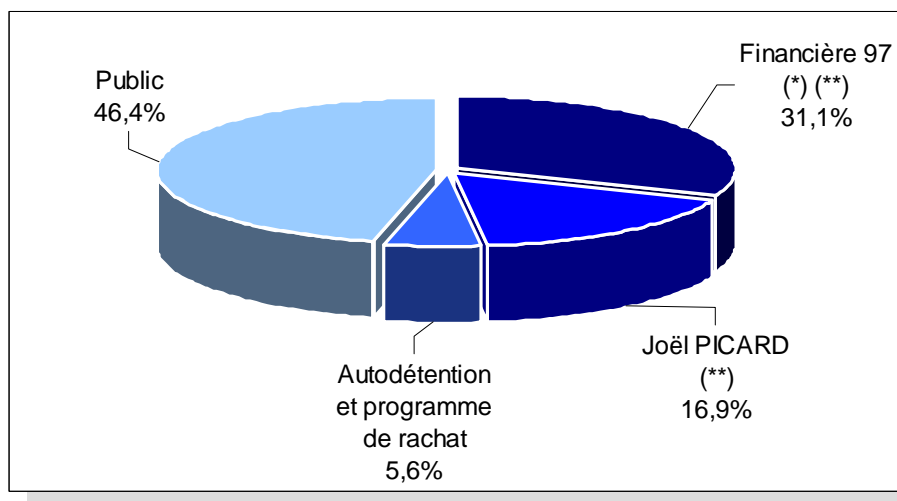
Répartition des droits de vote au 30/06/2011



(*) Contrôlée par Joël PICARD

(**) Droits de vote doubles

2.7.4. Répartition du capital au 31/07/2011 (après exercice de l'option de paiement du dividende en actions)



(*) Contrôlée par Joël PICARD

(**) Droits de vote doubles

Création de 74 607 actions nouvelles suite à l'option de paiement du dividende en actions.
Nombre total d'actions composant le capital : 12 177 354.

2.7.5. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2011

Aucun franchissement de seuil n'a été signifié à la société AUREA depuis le début de l'année 2011.

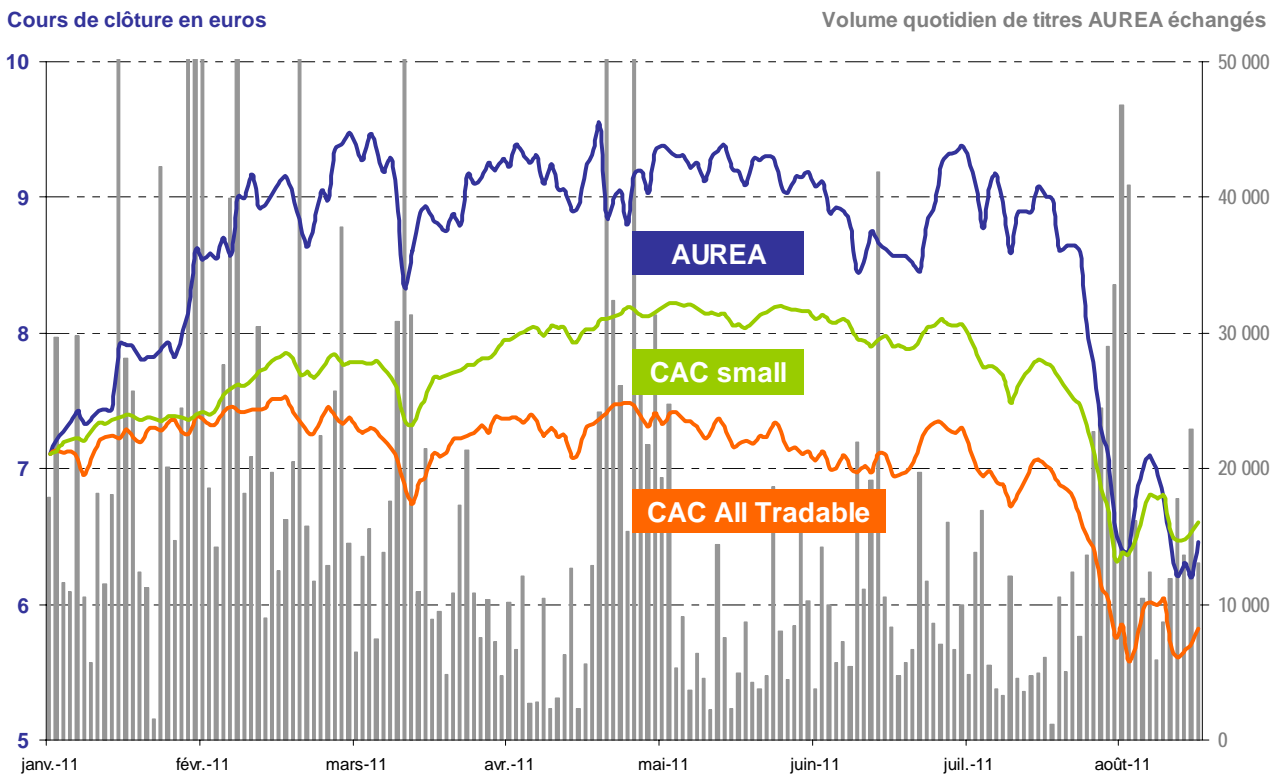
2.7.6. Transactions entre parties liées

Aucun changement significatif n'est intervenu concernant les transactions entre parties liées au cours du 1^{er} semestre 2011 par rapport aux informations figurant dans le document de référence 2010, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 juin 2011 sous le numéro D.11-0542 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

2.7.7. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale du 23/06/2011 a renouvelé l'autorisation pour AUREA d'opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Au 30/06/2011, la société détenait au total 685 623 actions représentant 5,7% du capital.

2.7.8. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2011





Comptes consolidés
au 30 juin 2011

Comptes consolidés au 30/06/2011

Bilan simplifié actif et passif

En K€	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2009
	IFRS	IFRS	IFRS
Ecarts d'acquisition	10 195	10 262	10 869
Immobilisations incorporelles	2 505	1 255	258
Immobilisations corporelles	39 418	40 655	29 290
Actifs financiers non courants	4 441	3 256	4 098
Actifs d'impôts différés non courants	2 755	2 505	1 555
Actifs non courants	59 313	57 933	46 069
Stocks	22 345	12 945	5 489
Clients et autres débiteurs	32 953	25 175	16 568
Actifs d'impôts différés courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 964	41 832	44 936
Actifs courants	105 261	79 952	66 993
TOTAL ACTIF	164 574	137 885	113 063

En K€	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2009
	IFRS	IFRS	IFRS
Capital	14 523	14 389	14 389
Primes	21 039	20 418	20 418
Actions propres	-4 206	-4 131	-3 861
Résultats accumulés	31 951	28 390	23 220
Résultat de l'exercice	5 911	2 322	-205
Intérêts minoritaires	421	332	440
Capitaux propres	69 639	61 721	54 401
Emprunts portant intérêts	44 663	37 273	38 680
Provisions pour risques et charges	220	224	219
Passifs d'impôts différés non courants	8 296	7 316	3 400
Engagements de retraite	1 065	951	661
Passifs non courants	54 244	45 764	42 960
Provisions pour risques et charges	728	865	269
Fournisseurs et autres créditeurs	32 771	24 021	9 996
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	4 989	4 279	2 883
Emprunts court terme	1 062	102	1 418
Passifs d'impôts différés courants	-	-	-
Autres passifs courants	1 142	1 132	1 136
Passifs courants	40 692	30 400	15 702
Total des passifs	94 935	76 164	58 662
TOTAL PASSIF	164 574	137 885	113 063

Comptes consolidés au 30/06/2011

Compte de résultat

<i>En K€</i>	30/06/2011 IFRS	30/06/2010 IFRS	30/06/2009 IFRS
Chiffre d'affaires consolidé	86 107	60 280	24 567
Production stockée	-1 070	21	-952
Achats et services extérieurs	-69 117	-45 719	-15 406
Impôts et taxes	144	-771	-778
Frais de personnel	-8 667	-6 854	-5 339
Autres produits et charges opérationnels	-80	-183	302
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels	-2 924	-2 040	-1 817
Résultat opérationnel courant	4 393	4 735	577
Autres produits et charges opérationnels non courants	3 509	-222	-223
Résultat opérationnel	7 901	4 513	354
Coût de l'endettement financier net	-797	-591	-512
Participation des salariés	-	-	-
Charge d'impôt	-1 161	-1 583	-90
Résultat net des entreprises intégrées	5 942	2 339	-249
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
RESULTAT NET	5 942	2 339	-249
Résultat net part du groupe	5 911	2 322	-205
Intérêts minoritaires	32	16	-44
Résultat par action	0,52 €	0,21 €	-0,017 €
Résultat dilué par action	0,52 €	0,21 €	-0,017 €

Comptes consolidés au 30/06/2011

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En K€</i>	30/06/2011 IFRS	30/06/2010 IFRS	30/06/2009 IFRS
Résultat net part du groupe	5 911	2 322	-205
Ecart de conversion	-	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	-	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	5 911	2 322	-205
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	32	16	-44
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5 942	2 339	-249

Comptes consolidés au 30/06/2011

Tableau des flux de trésorerie

<i>En K€</i>	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2009
	IFRS	IFRS	IFRS
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)	5 942	2 339	-205
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 768	2 397	1 367
Autres produits et charges calculés	-4 634	-	-
Plus et moins values de cession	87	-	241
Paiement fondé sur des actions	27	-	-
Coût de l'endettement financier net	797	591	545
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 161	1 583	90
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Capacité d'autofinancement avant impôt et coût de l'endettement	6 148	6 910	2 038
Variation du BFR :			
Impôts versés et variation des impôts différés	-3 278	645	-858
Variation du BFR lié à l'activité	-441	-3 692	-2 954
Variation de trésorerie générée par l'activité (A)	2 430	3 863	-1 775
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 183	-555	-2 032
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	49	84	1 025
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-	-24	-309
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	67	3	-
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées	3	-	-
Incidence des variations de périmètre	-1 624	-	89
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)	-2 688	-492	-1 227
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 142	-1 132	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-
Achat et revente d'actions propres	-6	-12	-1 679
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	9 532	3 247	1 783
Remboursement des emprunts et dettes financières	-1 427	-1 515	-4 226
Autres flux liés aux opérations de financement	-800	-591	-545
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)	6 157	-3	-4 667
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C)	5 898	3 368	-7 668
Trésorerie nette d'ouverture	43 004	38 362	51 186
Trésorerie nette de clôture	48 902	41 730	43 518

La capacité d'autofinancement s'entend avant coût de l'endettement financier et impôt.

La variation de trésorerie générée par l'activité comprend la capacité d'autofinancement, la variation du BFR liée à l'activité et les impôts versés. La variation de trésorerie nette correspond à la somme algébrique des sous-totaux A à C.

Comptes consolidés au 30/06/2011

Variation des capitaux propres

<i>En K€</i>	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2008	11 991 165	14 389	20 417	-2 183	24 355	56 978	485	57 463
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-1 678	-	-1 678	-	-1 678
Dividendes	-	-	-	-	-1 136	-1 136	-	-1 136
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-205	-205	-44	-249
Variation de périmètre								
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2009	11 991 165	14 389	20 417	-3 861	23 014	53 959	441	54 400
Capitaux propres au 31/12/2009	11 991 165	14 389	20 417	-4 119	29 483	60 170	312	60 482
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-12	-	-12	-	-12
Dividendes	-	-	-	-	-1 132	-1 132	-	-1 132
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	2 322	2 322	17	2 339
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	39	39	6	45
Capitaux propres au 30/06/2010	11 991 165	14 389	20 417	-4 131	30 712	61 387	335	61 722
Capitaux propres au 31/12/2010	12 102 747	14 523	21 012	-4 213	32 540	63 862	313	64 175
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	27	-	-	27	-	27
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	6	-	6	-	6
Dividendes	-	-	-	-	-1 142	-1 142	-	-1 142
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	5 911	5 911	32	5 942
Variation de périmètre	-	-	-	-	553	553	76	629
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2011	12 102 747	14 523	21 039	-4 207	37 862	69 217	421	69 639

Le capital d'AUREA est constitué au 30/06/2011 de 12 102 747 actions de 1,20 € entièrement libérées, soit un capital de 14 523 296,40 €.

A noter que, compte tenu de l'émission de 74 607 actions nouvelles créées pour les besoins du paiement du dividende en actions et admises aux négociations sur NYSE Euronext à compter du 28/07/2011, le capital d'AUREA est désormais composé de 12 177 354 actions, soit un capital de 14 612 824,80 €.

Comptes consolidés au 30/06/2011

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du code de commerce. La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée à Paris au compartiment C de l'Eurolist.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre du 1er semestre 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire, les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2011 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information Financière Intermédiaire ». Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 août 2011. S'agissant des comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2011 (disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les principes comptables appliqués par le Groupe au 30 juin 2011, sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2010, à l'exception des points présentés ci-dessous (A1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1er janvier 2011).

Les états financiers de AUREA au 30 juin 2011 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2011 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2012.

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011

Elles concernent principalement :

- IAS 24 amendée « Information sur les parties liées » ;
- IAS 32 amendée « Classement des droits de souscription émis » ;
- IFRIC 14 amendée « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » ;
- IFRIC 19 « Extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres » ;

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30/06/2011

AUREA n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2011.

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 « Consolidation »
- IFRS 11 « Accords conjoints »
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »
- IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »

Autres normes :

- IFRS 7 amendée « Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers »
- IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers »
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »
- IAS 1 amendée « Présentation des éléments du résultat global »
- IAS 12 amendée « Recouvrement des actifs sous-jacents »
- IAS 19 amendée « Avantages au personnel »

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

Règles et méthodes de consolidation :

- Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale.
- Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec un ou d'autres actionnaires sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.
- Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.
- Les sociétés de taille non significative ou pour lesquelles les comptes ne sont pas disponibles ou avec un degré de fiabilité insuffisant, ainsi que celles dont la contribution n'est pas significative, ne sont pas consolidées. Dans le cas présent, les sociétés suivantes ne sont pas consolidées : PVB Recycling, Oil Environmental Africa, Plastique Retraitement, Recycarbo.

1.2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes. Cette opération est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre 2 filiales,
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1er janvier 2004, le Groupe applique la méthode dite de l'acquisition. En application de cette méthode, le Groupe comptabilise à la juste valeur, aux dates de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de prise de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Lorsqu'un accord prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le Groupe inclut le montant de cet ajustement dans l'évaluation du coût d'acquisition de la société cible à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

Le coût d'acquisition est affecté en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs et des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition, tel que défini ci-dessus, et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est

comptabilisé en goodwill. La différence négative entre le coût d'acquisition, tel que défini ci-dessus, et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en totalité en résultat opérationnel.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.2.4. Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Activités abandonnées

Les activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession, dès lors qu'elles concernent :

- soit un pôle d'activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant partie d'un plan unique de cession,
- soit une filiale acquise uniquement dans un but de revente,

sont présentées sur une ligne séparée du bilan consolidé à la clôture de l'exercice présenté.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Activités abandonnées

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les douze mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010, la société RECYCARBO avait été consolidée mais ses actifs et passifs, ainsi que son résultat, avaient été affectés aux rubriques relatives aux activités abandonnées ou en cours de cession.

Au 30 juin 2011, RECYCARBO ayant été placée en redressement judiciaire, la société est sortie du périmètre de consolidation.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées suivant les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser.

Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution d'actions gratuites représentent un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constituent à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluations des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

Valorisation des instruments financiers à la juste valeur

La mesure de la juste valeur est déterminée à partir des prix cotés sur un marché actif. Lorsque les prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la juste valeur. Les valeurs mobilières de placement et les participations non consolidés sont valorisés ainsi.

Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts des OCEANES, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

Impôts sur le résultat

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus. Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les OCEANES et les plans d'attribution d'actions gratuites.

Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans la périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrés globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition ».

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur (« impairment test ») au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions : 10 à 15 ans
- Agencement, aménagements des constructions : 8 à 15 ans
- Matériels et outillages : 3 à 15 ans
- Installations et agencements : 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 15 ans

Contrats de location financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, en contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations encours, un test est réalisé au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

Actifs financiers non courant

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnement et des autres créances immobilisées.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

Titres autodétenus

Les titres auto-détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans les comptes de régularisation passif.

Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, qu'elle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-dessus). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle. Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisée au bilan.

Le coût des services passé correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat. Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

Emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique « coût de l'endettement financier ». Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante capitaux propres, la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaire mais ne comportant pas de composante capitaux propres. La valeur attribuée à la composante capitaux propres comptabilisée séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument. La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante dette et à la composante capitaux propres. La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste « Partie à court terme des emprunts portant intérêts ».

2. Acquisitions d'entreprises

Acquisition de M LEGO.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

Acquisition à la barre du Tribunal des actifs immobiliers, mobiliers et des stocks non gagés d'ECKA POUDMET.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecart d'acquisition

<i>En K€</i>	Valeur nette
Valeur au 31/12/2009	10 263
Ecart d'acquisition constatés dans l'exercice	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2010	10 263
Ecart d'acquisition constatés dans l'exercice	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-70
Valeur au 31/12/2010	10 192
Ecart d'acquisition constatés dans l'exercice	3
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2011	10 195

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

<i>En K€</i>	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur brute au 31/12/2009	-	1 673	1 673
Acquisitions	-	4	4
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Valeur brute au 30/06/2010	-	1 677	1 677
Acquisitions	-	2	2
Cessions	-	-26	-26
Effets de périmètre et reclassement	126	-117	9
Valeur brute au 31/12/2010	126	1 536	1 662
Acquisitions	-	30	30
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	1 296	364	1 660
Valeur brute au 30/06/2011	1 422	1 930	3 352

<i>En K€</i>	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Amortissements au 31/12/2009	-	-331	-331
Amortissements de la période	-	-66	-66
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-22	-22
Amortissements au 30/06/2010	-	-419	-419
Amortissements de la période	-	-53	-53
Cessions	-	26	26
Effets de périmètre et reclassement	-	13	13
Amortissements au 31/12/2010	-	-433	-433
Amortissements de la période	-	-53	-53
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-361	-361
Amortissements au 30/06/2011	-	-847	-847

<i>En K€</i>	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur nette au 31/12/2009	-	1 342	1 342
Valeur nette au 30/06/2010	-	1 258	1 258
Valeur nette au 31/12/2010	126	1 103	1 229
Valeur nette au 30/06/2011	1 422	1 083	2 505

Immobilisations corporelles

<i>En K€</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. Et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 31/12/2009	3 911	8 433	55 769	1 833	2 310	72 258
Acquisitions	-	54	286	21	191	552
Cessions	-	-	-27	-14	-80	-121
Effets de périmètre et reclassement	-	41	84	-	-125	-
Valeur brute au 30/06/2010	3 911	8 528	56 112	1 840	2 296	72 689
Acquisitions	-	186	1 988	38	131	2 343
Cessions	-	-476	-2 719	-72	-712	-3 979
Effets de périmètre et reclassement	-539	-582	-1 141	7	125	-2 130
Valeur brute au 31/12/2010	3 372	7 656	54 240	1 813	1 840	68 921
Acquisitions	-	1	897	57	182	1 138
Cessions	-	-	-247	-53	-	-300
Effets de périmètre et reclassement	375	2 340	5 922	1 398	-35	10 000
Valeur brute au 30/06/2011	3 747	9 997	60 812	3 216	1 988	79 760

<i>En K€</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. Et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 31/12/2009	-118	-4 063	-24 192	-1 497	-	-29 869
Amortissements de la période	-7	-180	-1 934	-105	-	-2 226
Cessions	-	-	27	10	-	37
Effets de périmètre et reclassement	-	-13	46	-8	-	25
Amortissements au 30/06/2010	-125	-4 256	-26 053	-1 600	-	-32 033
Amortissements de la période	-6	-119	-2 357	-91	-	-2 573
Cessions	-	455	2 669	160	-	3 284
Effets de périmètre et reclassement	33	84	433	14	-	564
Amortissements au 31/12/2010	-98	-3 836	-25 308	-1 517	-	-30 758
Amortissements de la période	-1	-133	-2 467	-173	-	-2 774
Cessions	-	-	109	21	-	130
Effets de périmètre et reclassement	-204	-1 463	-4 077	-1 202	-	-6 946
Amortissements au 30/06/2011	-303	-5 433	-31 743	-2 871	-	-40 348

<i>En K€</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. Et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 31/12/2009	3 793	4 370	31 577	336	2 310	42 389
Valeur nette au 30/06/2010	3 786	4 272	30 059	240	2 296	40 656
Valeur nette au 31/12/2010	3 274	3 820	28 932	296	1 840	38 163
Valeur nette au 30/06/2011	3 444	4 565	29 069	345	1 988	39 412

<i>En K€</i>	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Dont location financement au 31/12/2009	10 565	5 899	7 666
Dont location financement au 30/06/2010	13 271	3 378	9 893
Dont location financement au 31/12/2010	11 201	3 798	7 403
Dont location financement au 30/06/2011	12 852	-4 889	7 963

Note 3 : Actifs financiers non courants

Titres de participation non consolidés

En K€	Au 31/12/2010	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/2011
FLORIDIENNE	3 584	-	55	3 528
OIL ENVIRONMENTAL AFRICA	46	-	-	46
PVB RECYCLING	14	-	-	14
Autres (dont RECYCARBO)	1	-	-	1
Total participations détenues	3 645	-	55	3 589

Autres actifs financiers

En K€	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Dépôts et cautionnements versés	547	550	406	384
Autres créances immobilisées	305	127	11	12
Total autres actifs financiers	852	674	417	396

Note 4 : Stocks

En K€	30/06/2011	30/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Métaux	16 102	10 026	8 537	5 130
Huiles et produits dérivés	4 338	1 838	1 974	3 080
Plastiques et PVC	1 036	1 295	1 655	2 386
Caoutchouc	959	810	778	729
Total stocks	22 345	13 969	12 945	11 324

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Créances clients et comptes rattachés	21 423	12 880	19 850	13 310
Etat, organismes sociaux	6 082	3 118	3 007	4 902
Créances diverses	4 958	6 104	2 308	1 202
Charges constatées d'avance	490	222	11	272
Total clients et autres débiteurs	32 953	22 324	25 176	19 686

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2010	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Valeurs mobilières de placement	42 405	39 846	35 979	36 035
Disponibilités	7 559	3 383	5 854	3 350
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 964	43 229	41 833	39 385
Concours bancaires CT (cf. note 8)	-1 062	-225	-102	-1 023
Trésorerie nette des concours bancaires CT	48 902	43 004	41 731	38 362

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	Ouverture au 01/01/2011	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		Clôture au 30/06/2011
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
Destruction Four	-	-	-	-	-	-
Autres	49	180	-	-9	-	220
Provisions pour risques et charges	49	180	-	-9	-	220
Engagements pour indemnités de fin de carrière	864	215	-	-14	-	1 065
Passifs courants :						
Destruction Déchets	46	-	-	-	-7	38
Autres	417	304	18	-8	-41	690
Provisions pour risques et charges	462	304	18	-8	-48	728

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Passifs non courants :				
Dettes auprès des établissements bancaires	9 233	1 943	3 359	2 792
Autres emprunts et dettes assimilées	35 387	34 089	33 859	34 195
Autres dettes	42	42	55	57
Emprunts portant intérêts	44 663	36 074	37 273	37 043
Passifs courants :				
Dettes auprès des établissements bancaires	3 966	1 674	2 427	1 839
Autres emprunts et dettes assimilées	2 032	1 845	1 858	1 876
Autres dettes	53	53	95	85
Partie à CT des emprunts portant intérêts	6 050	3 572	4 381	3 800
Total des dettes financières	50 714	39 647	41 654	40 843

En K€	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Total des dettes financières	50 714	39 647	41 654	40 843
Trésorerie (cf. note 6)	-49 964	-43 229	-41 833	-39 385
Endettement net	750	-3 582	-179	1 458

En K€	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Autres emprunts	12 137	3 392	5 684	3 608
Total des emprunts	12 137	3 392	5 684	3 608
Concours bancaires CT	1 062	225	102	1 023
Total dettes c/o établissements bancaires	13 199	3 617	5 786	4 631

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Part à 1 an au plus	6 050	3 572	3 354	3 800
Part exigible de 1 à 5 ans	44 552	35 762	36 957	37 043
Part exigible au-delà de 5 ans	112	313	1 343	-
Total dettes	50 714	39 647	41 654	40 843

Note 10 : Fournisseurs et autres créditeurs

En K€	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010	31/12/2009
Fournisseurs et comptes rattachés	22 838	13 595	14 858	12 547
Etat et organismes sociaux	8 244	7 064	7 062	4 750
Dettes diverses	1 535	1 911	1 647	1 194
Comptes de régularisation passifs	155	197	454	347
Total fournisseurs et autres créditeurs	32 771	22 768	24 021	18 838

5. Notes au compte de résultat consolidé

Note 11 : Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions autodétenues. Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs (OCEANE). Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action. La dilution résultant de l'exercice d'option de souscription des OCEANE est déterminée selon la méthode définie par la norme IAS 33. Le tableau ci-dessous indique le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 31/12/2009	7 570	12 623 600	0,55 €
Résultat avant dilution au 30/06/2010	2 322	11 322 618	0,21 €
Paiement fondés sur des actions OCEANE	-	-	
	671	1 299 360	
Résultat net dilué au 30/06/2010	2 994	12 621 978	0,21 €
Résultat avant dilution au 31/12/2010	4 226	11 352 332	0,37 €
Paiements fondés sur des actions OCEANE	27	15 000	
	1 363	1 299 360	
Résultat net dilué au 31/12/2010	5 616	12 666 692	0,37 €
Résultat avant dilution au 30/06/2011	5 911	11 417 124	0,52 €
Paiements fondés sur des actions OCEANE	27	15 000	
	715	1 298 638	
Résultat net dilué au 30/06/2011	6 652	12 730 762	0,52 €

(*) Nombre d'actions = nombre total d'actions – actions détenues en autocontrôle

Note 12 : Information sectorielle

Informations par secteur d'activité

En K€	Métal	Caoutchouc	Plastiques complexes et PVC	Huiles usagées	Autres	Total au 30/06/2011
Chiffre d'affaires	65 117	5 728	6 548	8 685	28	86 107
Actifs non courants	19 433	4 693	9 021	20 038	6 129	59 313

Informations par nationalité des sociétés

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2011
Chiffre d'affaires	82 696	3 411	86 107
Actifs non courants	54 029	5 284	59 313

6. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2011

Sociétés contrôlées	% de capital détenu par AUREA
Sociétés françaises	
AUREA Assurconseil	100%
BHS (France)	100%
BORITIS	100%
BROPLAST	99%
Compagnie Française ECO HUILE	100%
M LEGO	100%
MATEREGE	100%
REGAL	100%
ROLL GOM	100%
Sociétés étrangères	
BHS GmbH (Allemagne)	100%
IBER Recyclagem (Portugal)	98%
RULO NV (Belgique)	80%

Le périmètre de consolidation a évolué depuis l'établissement des comptes au 31/12/2010. Trois sociétés entrent dans le périmètre de consolidation :

- M LEGO, spécialisée dans le recyclage du cuivre et producteur d'alliages cuivreux, entrée dans le périmètre le 22 janvier 2011 suite l'acquisition de ses actions le 21 janvier 2011,
- BORITIS, société de services industriels, disposant notamment de moyens de collecte d'huiles usagées, entrée dans le périmètre le 1^{er} janvier 2011,
- IBER Recyclagem, active dans la collecte et le tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, ainsi que la collecte d'huiles usagées, entrée dans le périmètre de consolidation depuis sa création le 10/01/2011.

La société RECYCARBO, dont les résultats, les actifs et passifs avaient été, dans les comptes consolidés 2010, affectés aux activités « à céder ou abandonnées », a été placée en redressement judiciaire au mois de mars 2011. Elle est totalement sortie du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2011.

Comptes consolidés au 30/06/2011

**Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle au 30 juin 2011**

CFG AUDIT
9/10, rue Ernest Psichari
75007 PARIS

Cabinet Gilles HUBERT
82, rue de Rigny
94360 BRY-SUR-MARN

AUREA
3, avenue Bertie Albrecht
75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011

CFG AUDIT
9/10, rue Ernest Psichari
75007 PARIS

Cabinet Gilles HUBERT
82, rue de Rigny
94360 BRY-SUR-MARNE

AUREA
3, avenue Bertie Albrecht
75008 PARIS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2011**

Aux actionnaires de AUREA SA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Bry-Sur-Marne, le 31 août 2011

Les Commissaires aux comptes

CFG AUDIT
Sébastien Induni



CABINET GILLES HUBERT
Guilhem Princé





Société Anonyme au capital de 14 523 296,40 €
3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

www.aurea-france.com

